

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

ARRETE

BR/IK

N° 91767 DU 10 OCT. 1989 portant
autorisation d'exploiter au titre des installations classées.

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre Ier de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la demande présentée par l'imprimerie A.I.C. dont le siège social est 13 avenue de Suisse à ILLZACH, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une imprimerie en zone industrielle d'ILLZACH ;
- VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT que ces installations constituent un établissement classé soumis à autorisation visé par les rubriques n°s 238/1, 355/A, 361/B2, 3/1, 405/B/3/b ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 12 avril 1989 au 12 mai 1989 ;
- VU les avis du commissaire-enquêteur, des conseils municipaux et des services techniques ;
- VU le rapport du 11 août 1989 de la direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées
- VU l'avis du 7 septembre 1989 du conseil départemental d'hygiène ;
- SUR proposition du directeur régional de l'industrie et de la recherche ;

A R R E T E

TITRE Ier - GENERALITES

ARTICLE 1er :

La société ALSACE - IMPRIMERIE - COMMERCIALE dont le siège est 13 avenue de Suisse à ILLZACH, est autorisée à exploiter en zone industrielle d'ILLZACH une imprimerie comprenant 4 lignes d'impression.

Les activités exercées dans l'entreprise sont visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- 238/1' : atelier offset utilisant 3 rotatives avec séchage thermique (autorisation)

La quantité annuelle de papier consommé est de 6500 tonnes.

- 355/A : exploitation de matériel imprégné de polychlorobiphenyls (PCB) (déclaration)
- 361/B/2 : installation de compression et de réfrigération (déclaration)
- 3/1 : atelier de charge d'accumulateurs (déclaration)
- 405/B/3/b : application à froid d'encre d'impression (déclaration)

ARTICLE 2 :

Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions techniques énumérées dans le présent arrêté.

Elles seront en outre conformes aux plans et descriptifs fournis lors de la demande d'autorisation, sauf pour ce qui concerne les travaux nécessaires pour l'application de l'alinéa précédent.

ARTICLE 3 - Déclarations obligatoires

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier descriptif doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout incendie ou explosion,
 - tout déversement accidentel de liquides polluants,
- .../...

- toute émission anormale de fumées, de gaz irritants, odorants
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau des bruits émis par l'installation, de la teneur des fumées en polluants, de l'état des installations électriques, etc... de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET NUISANCES.

ARTICLE 4 - Bruits

Les prescriptions de l'arrêté ministériel et de l'instruction technique du 20 août 1985 relatives aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier sont d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et des textes subséquents)

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseur, hauts parleurs, ...) gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'inspection des installations classées pourra demander que des études ou contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

.../...

ARTICLE 5 - Eaux

5.1. Rejets :

- 5.1.1. Tout rejet dans le milieu naturel est interdit, à l'exception des eaux pluviales qui peuvent être déversées par l'intermédiaire de tranchée drainante ou puits filtrant conformes au règlement sanitaire départemental.

Les 7 puits perdus existant sur le site devront être supprimés dans un délais de 12 mois. Ils seront remplacés par deux tranchées drainantes ou puits filtrants munis en amont d'un séparateur d'hydrocarbures.

- 5.1.2. Devront être rejetées dans le réseau d'assainissement :

- les eaux sanitaires,
- les eaux de refroidissement des rouleaux d'impression (rotatives HARRIS A et B),
- les eaux acides des réceptacles de mouillage des blanchets (environ 50 litres/mois)
- les eaux de rinçage du laboratoire photo (les bains de traitement usés ne seront pas rejetés dans le réseau).

5.2. Prévention des pollutions accidentelles :

- 5.2.1 Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses vers les égouts ou les milieux naturels (rivières...).

A cet effet, le stockage et le transvasement des liquides présentant des risques pour l'environnement ne pourront être effectués que sur des aires étanches spécialement aménagées de manière à ce que les liquides accidentellement répandus ne puissent se propager dans le milieu récepteur.

Toutes les capacités, tous les réservoirs contenant ou destinés à contenir des liquides inflammables ou des solutions de tels corps ou plus généralement des liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, seront disposés de telle façon que tout le liquide éventuellement répandu lors d'une fausse manoeuvre ou d'une rupture de récipient soit intégralement dirigé vers une capacité susceptible d'en assurer la rétention.

.../...

Cette capacité aura un volume supérieur ou égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir
- 50 % du total des volumes des réservoirs associés.

Les ateliers seront pourvus de dépôt d'absorbant pour circonscrire tout déversement accidentel de liquide polluant.

5.2.2. La cuve de fuel domestique présente sur le site devra être neutralisée (remplissage de sable, de béton maigre, etc.) ou être retirée du sol après dégazage dans un délai de 6 mois.

5.3. Plans :

L'exploitant tiendra à jour un plan des installations faisant apparaître l'origine et la circulation des eaux de toutes natures.

Ce plan sera en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 - Déchets

6.1. D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de façon à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

Ainsi :

- les déchets de papiers seront enlevés par une société en vue d'être recyclés,
- les chiffons de nettoyage seront récupérés par une société de nettoyage, puis restitués à l'entreprise,
- les conteneurs d'alcool vides seront récupérés par le fournisseur,
- les vieilles plaques d'impression seront ferraillées, ainsi que les fûts de silicone,
- les boues résultant du développement (labo photo) et les bains de développement usés seront traités dans un centre d'élimination agréé,
- les vieux seaux d'encre vides et les blanchets seront confiés à une entreprise de ramassage et dirigés vers une décharge contrôlée, de type 1 (autorisée pour déchets industriels).

.../...

La possibilité de confier les fûts vides ayant contenu des encres à une entreprise capable de les revaloriser devra être envisagée.

- 6.2. Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
- 6.3. L'exploitant sera en mesure de justifier l'élimination des déchets de son installation sur demande de la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

TITRE III - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

ARTICLE 7 :

La quantité de solvant employé par l'impression offset nécessitant un séchage thermique est, à la date du présent arrêté d'au maximum 2 tonnes/mois, auxquelles viennent se rajouter 5 m³ d'alcool isopropylique.

Dans un délai de 12 mois à compter de la parution du présent arrêté, il sera communiqué à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées un dossier technique concernant la mise en service d'une installation de traitement des solvants rejetés à la sortie des sècheurs des rotatives offset.

Ce dossier détaillera entre autre le procédé de traitement et justifiera de la conformité aux performances prescrites ci-après.

Dans un délai de 18 mois à compter de la parution du présent arrêté, il sera mis en service une installation de traitement des solvants rejetés à la sortie des sècheurs.

A compter de la mise en service de l'installation de traitement des solvants, les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir plus de 20 mg/Nm³ d'hydrocarbures non méthaniques (exprimé en équivalent méthane).

L'exploitant devra veiller au bon fonctionnement de ces installations (four de séchage, installation de dépollution,...). Si la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées le juge nécessaire, des limites d'émission en méthane et en oxyde de carbone pourront être précisées.

Le débit moyen des gaz rejetés à l'atmosphère est de 2250 Nm³/h pour un niveau de production défini à l'article 1er.

ARTICLE 8 : Autosurveillance - Vérifications et Contrôles des rejets -

- 8.1. La détermination de la teneur en gaz émis en composés organiques volatils sera effectuée par le dosage des hydrocarbures non méthaniques.

Le prélèvement de l'échantillon s'effectuera dans la mesure du possible à l'aide d'une ligne chauffée.

Lorsque l'échantillonnage sera réalisé avec une ligne de prélèvement non chauffée, le dosage des hydrocarbures sera également effectué sur la partie condensée et, dans ce cas, la teneur en hydrocarbures sera la somme des teneurs mesurées dans les parties gazeuses et condensées.

Le volume des gaz émis sera exprimé dans les conditions normales de température et de pression (0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme gazeuse).

- 8.2. Les conduites de rejets à l'atmosphère posséderont une section droite suffisante pour que les mesures de débit puissent se réaliser dans les conditions de la norme NF X44 052.

8.3. Autosurveillance :

- 8.3.1. Un bilan mensuel sera constitué par l'exploitant et adressé chaque mois avant la fin de la première quinzaine du mois N+1 pour les résultats du mois N à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

Ce bilan indiquera le type d'encre consommée, la proportion de solvant contenu et la quantité de solvant employé.

- 8.3.2. Après la mise en fonctionnement du système de traitement la connaissance des rejets consistera :

- soit en la mesure en continu à l'émission des hydrocarbures,
- soit en la mesure en continu du ou des paramètres conditionnant le bon fonctionnement du dispositif de traitement. Ces paramètres seront choisis en accord avec l'inspection des installations classées.

8.3.3. Les résultats de l'autosurveillance sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique mettant en évidence les évolutions des paramètres retenus dans le temps et les commentant si nécessaire.

8.4. Vérifications et Contrôles des rejets :

Des vérifications périodiques seront réalisées à la demande de l'exploitant par un organisme indépendant pour caler l'autosurveillance.

Elles devront déterminer les flux et les concentrations en hydrocarbures (avec répartition méthane - non méthane).

La périodicité de ces vérifications est la suivante :

- annuelle dans le cas d'une autosurveillance en continu des rejets d'hydrocarbures,
- semestrielle dans le cas de la surveillance en continu du bon fonctionnement du système de traitement,
- trimestrielle dans le cas d'un bilan hebdomadaire des solvants.

L'inspecteur des installations classées peut demander, lorsqu'il le juge nécessaire, la recherche de paramètres supplémentaires ainsi que tous autres contrôles inopinés ou non.

Les résultats de ces contrôles sont transmis dès réception à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

Ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

TITRE IV - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE
ET D'EXPLOSION

ARTICLE 9 :

9.1. Installations électriques :

Les installations électriques ainsi que les circuits de fluide sous pression et de vapeurs doivent être conformes aux textes législatifs et réglementaires et aux règles de l'art et doivent être vérifiés régulièrement. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables.

9.2. Matériel électrique dans les zones à risque d'explosion :

La définition de(s) zone(s) à risque d'explosion s'effectue sous la responsabilité de l'exploitant. Le tracé de cette zone doit figurer sur un document qui sera transmis à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois.

Dans ces zones, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la consommation du matériel utilisé dans lesdites zones.

Tous les câbles doivent être supportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément aux indications données par les certificats d'homologation.

Dans ces zones de sécurité, toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur.

En particulier les dispositions de l'article 3.1.(matériel utilisable en atmosphères explosives) de l'arrêté du 31 mars 1980 sont applicables sur toute la zone limitée par le gabarit hors tout des rotatives et du sècheur thermique.

.../...

- 9.3. Toutes les installations de stockage et de distribution de produits contenant des solvants font l'objet de liaisons équipotentiellles et d'une mise à terre conforme aux normes en vigueur.
- 9.4. Il est interdit de fumer dans tous les ateliers en dehors des zones spécialement réservées à cet effet.

ARTICLE 10 :

La ventilation des installations où sont utilisés des solvants sera suffisante pour que la concentration en vapeur inflammable ne dépasse pas la moitié de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E.), sans préjudice des dispositions du Code du travail.

ARTICLE 11 :

- 11.1. L'établissement dispose en 2 angles de la limite de propriété d'une bouche à incendie normalisée de 100 mm de diamètre.

11.2. Moyens de lutte

Les moyens de lutte de première intervention sont constitués :

- d'extincteurs (eau, CO², poudre) disposés à proximité des machines,
- d'un réseau de robinets d'incendie armés.

ARTICLE 12 - Conception des bâtiments - accès :

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours.

Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficultés.

ARTICLE 13 - Consignes :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel concerné et affichées.

Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention entraînées.

ARTICLE 14 - Transformateur au PCB :

- 14.1. Le transformateur sera positionné sur capacité de rétention. Le volume de cette cuvette sera supérieur ou égal au volume de PCB contenu dans le transformateur.
- 14.2. Le transformateur devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.
- 14.3. Une vérification périodique visuelle régulière de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.
- 14.4. Le local ne servira qu'au stockage du transformateur.
- 14.5. Le transformateur sera conforme aux normes en vigueur au moment de son installation. Il sera protégé par des fusibles calibrés en fonction de la puissance (au primaire), la mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau du diélectrique ou toute protection équivalente. En tout état de cause, le système de protection devra interdire tout réenclenchement automatique à la suite d'un défaut.

- 14.6. En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant, la destination finale des P.C.B. ou P.C.T. et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet. A ce jour, seule l'entreprise TREDI à SAINT VULBAS remplit les conditions de cet article.
- 14.7. L'exploitant s'assurera que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

ARTICLE 15 - Local de charge d'accumulateurs :

- 15.1. L'atelier sera construit en matériaux incombustibles. Il présentera une paroi en matériau léger dirigée vers l'extérieur. Il ne commandera aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée:
- 15.2. L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.
- 15.3. Le local ne servira qu'à la charge des accumulateurs.
- 15.4. Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.
- 15.5. Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.
- 15.6. L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche aux gaz, appareillages à contact baignant dans l'huile", etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la Société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

- 15.7. Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée.

ARTICLE 16 - Installation de compression et réfrigération :

16.1. Installation de compression

Le fluide de compression utilisé ne sera ni inflammable, ni toxique.

16.2. Installation de réfrigération

Les appareillages de réfrigération sont situés à l'extérieur des bâtiments.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17 - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 18 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 19 - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 20 - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le préfet du Haut-Rhin dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 21 - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 22 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 23 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 24 - Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'industrie et de la recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation,
pour le préfet et par délégation,
le chef de bureau

P. PAULET

Fait à COLMAR, le 10 OCT. 1989

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Bertrand LABARTHE